

Le défi de notre temps

Monseigneur Jordy, archevêque de Tours a accepté de répondre à nos questions pour la lettre mensuelle de notre Paroisse. Dans la première partie de cet entretien, il nous propose de relever le principal défi de l'Église de Touraine dans une société sécularisée...

Monseigneur quel est selon vous le plus grand défi qui se présente à notre diocèse ?

Notre plus grand défi, c'est celui de l'ensemble de l'Église de France et d'Europe : face à une vague de sécularisation qui a commencé il y a deux siècles et demi, qui consiste à réfléchir un monde sans que Dieu, qui évacue Dieu, qui le met de côté, et face à une vague de fragilité démographique, c'est de continuer à annoncer l'Évangile et de témoigner du Christ pour que les générations futures puissent avoir la chance de connaître le Christ. Je rappelle souvent que l'Église la plus dynamique au 4^e et 5^e siècles c'était l'Église d'Afrique du Nord. Il y avait plusieurs centaines de diocèses. Tout cela a disparu. On dit parfois que c'était à cause de la venue de l'islam. Pas du tout ! Cela a disparu par un effondrement progressif qui a eu lieu avant. Quand l'islam est arrivé, c'est sur une terre déjà très fragilisée. Donc, nous risquons peut-être de voir la ferveur s'effondrer, de voir peu à peu que l'annonce de l'Évangile n'est plus faite comme si ça se faisait naturellement, d'oublier qu'il faut annoncer sans cesse l'Évangile. Notre grand défi, c'est cela. Comment faire comprendre à des hommes et à des femmes, qui sont catholiques, qui depuis des générations ont l'habitude que ce soient les prêtres, les religieux, les religieuses qui s'occupent de l'annonce, que ce n'est plus seulement leur affaire, mais l'affaire de tous. Tout le monde est appelé à évangéliser.

A Lourdes, avec les évêques de France, en novembre dernier, vous avez travaillé sur la Mission. C'est également le sujet de la lettre que vous avez publiée le 11 novembre 2022. Cela veut-il dire que la France, la Touraine sont devenues des terres de mission ?

En 1942, 1943, en plein cœur de la guerre, était publié un livre écrit par un prêtre jurassien. J'ai été évêque du Jura, donc j'ai appris à le connaître. L'abbé Gaudin et un autre prêtre, l'abbé Daniel, ont écrit un livre qui porte un titre : « France, pays de mission ». Il y a 80 ans, en découvrant la banlieue parisienne et la manière dont les gens vivaient en banlieue, ils découvrent que la pratique est en train de s'effondrer par pans entiers à cause de ces phénomènes de sécularisation que j'évoque. Et donc, ils sonnent le tocsin en disant : « On a l'impression que la France est catholique, que tout va bien partout, mais pas du tout. Il y a une façade qui tient encore, mais pour combien de temps ? » Et on a vu un décrochage dès les années 50/60, alors qu'on aime à parler du décrochage de la pratique dans les années 60/65. Mais le décrochage que l'on voit dès les années 50/60, c'est celui des vocations sacerdotales. La baisse du nombre de prêtres ne date pas des années 65 ou 68 : on est passé entre 1947 et 1962 de 1600 prêtres ordonnés chaque année à 500 prêtres. La descente est vertigineuse, à un moment où la population augmente. Il y a quelque chose qui fait que la France est devenue un pays de Mission, parce que ça ne va plus de soi d'être catholique.

Pourtant, chaque année, depuis quelques temps, il y a des milliers d'adultes qui demandent à recevoir le baptême...

Il y a aussi des milliers d'enfants qui sont baptisés. Les adultes c'est nouveau et c'est massif pour la Touraine et l'ensemble des diocèses de France. Plus de 40 % d'augmentation des baptêmes d'adultes en 2023. Et 2024 sera probablement similaire.

Comment cela s'explique-t-il ?

Par le fait de la sécularisation. Elle a induit le fait de dire : « Finalement, on n'est plus obligé de croire en Dieu, on n'est plus obligé d'avoir les rites de sa religion, on peut laisser la liberté aux gens ». Et, à partir de ce moment, cela veut dire qu'on ne baptise plus les petits enfants, ce qui était une tradition très forte de l'Église dès les premiers siècles. Comme on ne baptise plus les petits enfants, qu'est-ce qui se passe ? Ils deviennent des adultes, ils se posent des questions sur le sens de la vie, des questions spirituelles et ces adultes demandent alors à entrer en catéchuménat pour recevoir un baptême qu'ils auraient reçu normalement, dans une famille catholique, il y a 50 ans, en étant bébé. Et, à partir des années 60, à cause de la sécularisation, l'épanouissement personnel a pris une importance primordiale. Le critère numéro 1 aujourd'hui, c'est l'épanouissement, au point que certains quittent leur travail pour faire d'autres métiers qu'ils pensent plus « épanouissants », ... On a tous ces phénomènes dans la société... Un essayiste, Pascal Bruckner, a écrit un livre : « Le sacre des pantoufles » pour parler de la mentalité française d'aujourd'hui. La critique est un peu dure. Certes, c'est plus complexe que cela, mais il y a cette tendance. La sécularisation, le progrès technique, le confort, vous amène à vouloir une vie faite de loisirs, de repos, mais ça ne correspond pas à l'existence. C'est en partie une illusion.

Les gens sont le fruit de cette société : on n'impose rien, on laisse à chacun la liberté, on a la liberté pour l'épanouissement personnel. Et donc, un certain nombre des gens qui n'ont pas été baptisés enfants viennent vers nous en disant : « Je n'ai pas été baptisé enfant, mais maintenant, je fais le choix personnel, parce que j'ai fait la rencontre du Christ, parce que j'ai rencontré des chrétiens qui m'ont donné le goût », parce que parfois, vous avez des gens qui vont sur internet chercher et se disent : « Tiens ? Ça a l'air pas mal le catholicisme » et ils s'approchent de nous. Par de multiples manières, de multiples canaux, des gens décident à l'âge adulte d'être baptisés parce qu'ils ne l'ont pas été dans leur enfance.

Quelles conséquences cela a-t-il pour notre Église ? Quels défis cela nous amène-t-il à relever ?

Vous devez le sentir à Amboise. Notre défi c'est d'avoir des chrétiens catholiques qui ont la conscience d'être disciples du Christ, missionnaires, qui soient capables d'accueillir ces personnes qui frappent à nos portes et de les accompagner. Parce que, devenir chrétien, ça ne se fait pas en 5 mn. C'est un cheminement à la suite du Christ. C'est une initiation qui va passer par des étapes pour vérifier la liberté, la conversion ... La première fois que Jésus parle dans l'évangile de saint Marc - qui est la catéchèse que faisait l'apôtre Pierre à Rome - c'est pour dire : « convertissez-vous et croyez à la bonne nouvelle ».

La vie chrétienne commence par une conversion, Metanoïa, en grec : changer de vie.

Il faut pouvoir vérifier et accompagner les gens dont on vérifiera qu'ils changent de vie, que l'annonce de la parole du Christ les rejoint et pas seulement dans les idées, mais dans les actes, dans les choses concrètes : untel estimera peut-être qu'il doit arrêter telle ou telle chose, unetelle estimera par exemple qu'il n'y avait pas de prière dans sa vie, il faut peut-être mettre en œuvre la prière... Il y a des critères : la rencontre de Jésus, la lecture de la parole de Dieu, la prière, le lien avec la communauté chrétienne, etc. Tous ces éléments, il faut du temps pour les mettre en œuvre.

Et donc nous avons besoin d'hommes et de femmes, pour accompagner ces catéchumènes. Et c'est un appel qu'on peut lancer parce que tous ceux qui accompagnent des catéchumènes, ils le disent eux-mêmes, sont des gens qui font une expérience très profonde. Parce qu'ils voient l'Esprit Saint à l'œuvre dans la vie des gens. Ils voient de mois en mois comment ces personnes s'ouvrent à l'action de l'Esprit Saint, changent, changent de vie, parfois de type de parole, le vocabulaire s'enrichit, ils

sont nourris par la parole de Dieu, par les échanges. C'est souvent une très belle expérience pour ceux qui accompagnent. C'est non seulement l'expérience de ceux qui sont accompagnés, mais c'est aussi la belle expérience spirituelle de ceux qui accompagnent.

Alors, quel aspect important à rappeler aux diocésains d'Amboise ? On a besoin de vous pour accompagner les catéchumènes. Et c'est une belle expérience. Vous ne perdrez pas votre temps en le faisant.

Une année de prière

En janvier, notre archevêque, Monseigneur Jordy, a accepté de répondre à nos questions pour la lettre mensuelle de notre Paroisse. Dans la deuxième partie de cet entretien, il nous parle du prochain jubilé de l'Église catholique en 2025 et de l'appel du Pape à la prière.

Le Pape nous invite en 2024 à célébrer une année de la prière. Quelle est la raison de cet appel ?

C'est assez simple : en 2025, il y aura un grand jubilé à Rome.

Le jubilé, c'est quelque chose qui nous vient de la Bible, de l'ancien testament. Ça vient du mot Yobel qui était le nom de la trompette par laquelle on annonçait le début du jubilé. Un jubilé, c'est un temps de grâce, c'est une année de grâce durant laquelle on va demander au Seigneur de nous renouveler spirituellement, souvent autour d'une thématique. En l'an 2000, il y avait eu un grand jubilé voulu par Jean-Paul II autour des 2000 ans de l'incarnation. En 2016, le Pape François avait voulu un grand jubilé à Rome sur la miséricorde. Et là, en 2025, nous aurons un grand jubilé en raison des 1700 ans du concile de Nicée. Le concile de Nicée nous y faisons référence tous les dimanches, parfois sans le savoir, quand on dit le fameux credo, le « long credo ». Il n'y a pas un « long credo » et un « court credo », il y a le symbole des apôtres et le credo qui est la foi de l'Église catholique romaine, le credo de Nicée-Constantinople qui est le fruit de deux grands conciles : le concile de Nicée en 325 et celui de Constantinople en 381. Ces deux conciles vont stabiliser la foi de l'Église. Ils vont faire une sorte de résumé, ce qu'on appelle une règle de foi, résumé de la foi catholique dans un texte qui s'appelle le credo et qui va, en particulier en 325, répondre à une grande crise dans l'Église, « l'arianisme ». Cette crise trouvait son origine chez Arius, un prêtre d'Alexandrie qui pensait que Jésus était un personnage tout à fait inouï mais qui n'était pas Dieu. Pour lui, Jésus c'était une sorte de super prophète, de sage mais, comme il avait souffert, comme il était mort, comme il disait ignorer des choses que seul son Père connaît, il en a déduit que Jésus n'est pas Dieu : Dieu ne peut pas souffrir, ne peut pas mourir, ne peut pas ignorer de chose. Donc, il va dire : « Jésus c'est quelqu'un de formidable, mais il n'est pas véritablement Dieu ». La réponse du concile de Nicée va être : si Jésus n'est pas Dieu, il ne peut pas nous sauver, non plus.

Donc notre foi catholique c'est de croire que Jésus nous sauve parce qu'il est le fils de Dieu. Et le concile va nous expliquer pourquoi il peut ignorer, tout en étant fils de Dieu, pourquoi il meure, pourquoi il souffre... Et cette foi, cette conviction de foi, cette foi éclairée par l'Esprit, va rentrer dans ce texte du credo. C'est pour cela que, si nous utilisons ce credo, le dimanche nous disons « Il est Dieu, né de Dieu, Lumière née de la Lumière, vrai Dieu né du vrai Dieu ». Cette insistance du credo, qui peu paraître un peu surprenante, c'est pour dire : « Non, nous ne croyons pas à la lecture arienne de l'Évangile. Nous sommes catholiques et l'orthodoxie de la foi c'est de dire que Jésus est vraiment le fils de Dieu, égal au Père, égal à l'Esprit. C'est le mystère de la Trinité. »

Alors, pourquoi cette année de la prière ?

Pour nous préparer au grand jubilé, le Pape François nous demande de prier. Pour recevoir à nouveau ce don du concile de Nicée, ce don de la foi, il n'y a rien de mieux qu'un cœur disposé, et donc un cœur en prière, un cœur qui s'est préparé. Et donc, le Pape François nous demande de préparer nos cœurs dans cette prière. Pour ma part, j'ai souhaité envoyer un courrier qu'on a distribué à Noël dans les paroisses de Touraine pour dire aux gens : « Le Pape nous demande de prier : il y a un grand jubilé qui arrive, il y a aussi la deuxième partie du synode, renouvelons nos prières car, comme je l'écris dans ce document, cela ne demande pas un effort particulier, ça ne demande pas de faire 'des choses en plus', ça demande surtout de mieux faire ce que l'on fait déjà. D'accroître ce que l'on fait déjà ».

Quelles sont nos raisons d'espérer aujourd'hui ?

N'oublions pas tout ce que nous avons déjà. Nous sommes un peu des enfants gâtés. On vit dans un pays où il y a la possibilité d'exercer sa liberté de manière générale. Nous vivons dans un pays magnifique, qui a des traditions culturelles, culinaires, qui a une Histoire formidable... on vit bien en France ! Il suffit de voyager ailleurs pour le comprendre assez vite.

Je crois aussi que la grande Espérance, bien évidemment, c'est que nous sommes chrétiens. Et comme chrétiens, nous avons un message qui traverse le temps : un message de vérité sur Dieu, sur l'Homme, sur le monde. Ce message nous tient debout et il nous donne une perspective. Je pense que la grande difficulté des gens aujourd'hui, c'est que le monde apparaît comme une réalité sans issue.

La sécularisation (*), c'est bien gentil, mais, comme dit le philosophe catholique, Remi Brague : « C'est très bien la sécularisation, sauf que cela ne donne aucune raison valable de se lever le matin. » D'où, d'ailleurs, une déprime générale. On dit parfois que les Français sont les plus gros consommateurs d'anxiolytiques et d'antidépresseurs, nous sommes aussi le pays qui a la prétention d'être le plus laïc et le plus sécularisé d'Europe. Il y a peut-être un lien entre ces deux choses-là.

Nous sommes catholiques et notre foi chrétienne nous donne une perspective. Nous savons vers quoi nous allons. C'est le cœur de l'annonce de la foi : Le Christ a vaincu la mort, il est mort et ressuscité pour nous ouvrir à la vie. Alors, on le goûte déjà ici, on a la chance d'avoir des frères dans la vie ecclésiale, on a la chance de partager avec eux, je trouve que c'est une chose formidable. Tellement de gens souffrent de solitudes. Nous, nous n'avons pas de solitude, nous savons, si nous sommes catholiques et pratiquants, que nous avons des relations, un lieu où nous pouvons aller prier ensemble avec d'autres, des lieux fraternels. Et puis nous avons quelque chose qui vient éclairer notre vie. Lorsque nous avons des questions à nous poser, nous ne sommes pas laissés à nous-mêmes. Nous avons, là encore, une communauté qui nous aide à réfléchir et nous avons l'Évangile, nous avons la tradition spirituelle de l'Église, tout cela c'est une force extraordinaire dans un monde aujourd'hui fragmenté, un peu inquiétant. Restons des gens de foi. Nourrissons-nous de la sagesse de l'Église et vivons son prophétisme.

(*) Voir la première partie de l'interview

Agir pour la vie

Le Gouvernement souhaite prochainement autoriser l'euthanasie. Les évêques de France ont rédigé une déclaration pour s'opposer à ces dérives. Que pouvons-nous faire, nous, simples fidèles, face à ces atteintes contre la vie ? Qu'est-ce que vous nous conseillez ?

La question de la fin de vie est très délicate. Elle rejoint chacun d'entre nous. Chacun est concerné. D'abord par nos parents. On veut le meilleur pour ceux qu'on aime. On ne veut pas les voir souffrir. Et puis, on se dit : comment serai-je dans mes derniers instants ? C'est une question extrêmement délicate. Il faut y mettre toutes les nuances et être très modeste. C'est vrai, le Président de la République a annoncé, pour son deuxième quinquennat, qu'il ferait une loi sur la fin de vie. Il a fait des promesses, peut-être un peu vite. Le fait est qu'on le sent très prudent : car cette loi devrait être faite depuis très longtemps si on avait suivi le rythme annoncé. Il y a eu un avis du Conseil économique et social, la « convention citoyenne »... Cela s'est fait d'une manière surprenante. Des journaux comme le Monde ou le Figaro, ont observé que la Convention citoyenne avait été un peu téléguidée, un peu orientée, que confier une réflexion sur la fin de vie au Conseil économique et social environnemental alors que son président s'était déclaré lui-même dès le départ favorable à l'euthanasie, ça ne partait pas très bien en matière d'objectivité sur une question si sensible. On a voulu nous expliquer ce qu'il fallait penser...

Pour l'instant, on sait qu'il y a un pré-projet qui ne veut pas utiliser le mot euthanasie parce qu'on a peur de ce mot. C'est grave. Camus disait : « Mal nommer les choses, c'est ajouter aux malheurs du monde. » C'est une manière de biaiser avec la vérité. On cherche des voies : le suicide assisté...

Dans les pays qui ont déjà fait cela - le Canada, la Belgique, la Suisse - on connaît les excès, l'imperfection des législations mises en œuvre. On nous les donne en exemple en nous disant « tout va bien ». Mais ce n'est pas vrai ! A tel point que la Cour européenne des droits de l'homme a retoqué la Belgique l'année dernière parce que le protocole qu'elle prétend mettre en place ne fonctionne absolument pas. En Hollande, on va pouvoir euthanasier des mineurs. Il y a une dérive que l'on voit.

C'est toujours la même chose et ça doit vraiment nous poser question. Penser que l'euthanasie ou le suicide assisté ne seront faits que pour des gens en très grande maladie, ou en très grand âge, non, ça n'est absolument pas ce qui se passera. Il y aura des dérives. Ça on le sait aujourd'hui. D'autant plus que, là où on a mis en place ces législations, on observe aussi une baisse des soins palliatifs.

On nous parle d'une loi de liberté. Mais ça n'en est pas une puisque c'est une « liberté déportée » pour ceux qui demanderont l'euthanasie ou le suicide assisté : ce n'est pas eux qui poseront le geste, c'est un autre pour eux. Et puis, au bout d'un moment, il n'y aura pas de liberté puisqu'il n'y aura plus le choix, puisque dans beaucoup de départements, comme il n'y aura plus de soin palliatif, il n'y aura plus que le suicide assisté ou l'euthanasie. Le risque c'est de suggérer peu à peu aux gens : « Vous êtes de trop... Ça serait bien que vous laissiez la place, ça va coûter moins cher à la société ». Je caricature, j'en ai bien conscience, mais c'est un vrai risque qu'aujourd'hui beaucoup relèvent. Il y a un grand risque que les gens demandent l'euthanasie ou la fin de vie par dépit et non pas par choix. C'est là où, à mon avis, le fait de parler de liberté sur ce sujet-là est en partie contestable.

Que pouvons-nous faire ?

D'abord, il y a des élus qui vont voter la loi. J'invite nos concitoyens à aller vers nos élus en leur disant « Attention, j'ai voté pour vous, je viens vous dire... » on peut écrire à son député, à son sénateur, on peut aller le rencontrer, dialoguer avec lui, ils sont là pour cela, sinon on n'est plus en démocratie. Et puis, on peut prier aussi, parce qu'il faut éclairer nos gouvernants. Il y avait d'ailleurs une prière à

Noël qui a été proposée aux paroisses de France sur ce sujet. On peut aussi militer dans des groupes qui réfléchissent à ces questions. Donc, j'invite les gens à s'engager, à en parler autour d'eux. Si on est 2, 3, 4, 5, 6 à écrire à son député, à son sénateur, il y en a qui sont très sûrs d'eux, d'autres qui se posent des questions, mais ils sont tous, je pense, de bonne volonté, donc ils ont besoin qu'on les aide à réfléchir. C'est un service qu'on peut rendre.